



Communiqué de presse

Un camp de réfugiés civil bombardé dans le nord de l'Irak

Le camp de réfugiés, de Chahid Rustom, situé à proximité de la ville de Makhmur dans la province de Ninive, sous administration des autorités de Bagdad, a fait l'objet d'un acte de guerre qui a provoqué de nombreuses victimes.

L'ONG Solidarité & Liberté condamne ce crime commis à l'encontre de populations civiles.

Depuis plus de 15 ans, notre organisation y mène des missions humanitaires en partenariat avec l'UNHCR (Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies) dans les domaines de l'aide à la scolarité, l'accès aux soins et à l'autosuffisance alimentaire.

Plus de 15 000 personnes, dont 5 000 enfants, kurdes originaires de Turquie étaient ainsi placées sous protection des Nations Unies.

Ces populations ont eu à faire face en 2014 à une attaque des terroristes de Daesh qui après avoir occupé la ville de Makhmur ont tenté de prendre le contrôle de ce camp de réfugiés. Leurs assaillants ont pu être repoussés grâce à la constitution d'une milice d'autodéfense et l'intervention des forces militaires du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan).

Alors que la plupart des médias, font état de l'explosion d'une voiture kamikaze à l'entrée du camp, les informations fournies par les autorités locales indiquent qu'il s'agirait de bombardement aérien visant, le centre du camp, les bâtiments des forces d'autodéfenses et de nombreuses habitations.

Au regard de ces éléments nous sommes en droit de nous interroger sur ; comment une telle attaque a-t-elle pu se produire dans une zone sous contrôle du gouvernement de Bagdad et de l'ONU ?

Solidarité & Liberté demande que toute la lumière soit faite sur les circonstances de cette violation des conventions internationales de protection des réfugiés, afin d'en déterminer les responsables et souhaite que la France membre de la coalition internationale saisisse les instances appropriées de l'ONU.

Marseille le 7 décembre 2017